



Situation économique des Emirats arabes unis

Février 2019

L'activité économique des Emirats arabes unis s'est raffermie en 2018, en raison de la remontée des cours des hydrocarbures et du lancement de plusieurs plans de relance. Elle devrait bénéficier, dans les années à venir, d'importants investissements dans les hydrocarbures, des grands projets liés à l'Exposition universelle Dubaï 2020 et de mesures améliorant l'environnement des affaires.

Une économie encore centrée sur les hydrocarbures, mais une diversification déjà bien avancée

PIB : 433 Mds USD
en 2018

Deuxième économie du Golfe derrière l'Arabie Saoudite, la Fédération des Emirats arabes unis (EAU), dont le PIB a atteint 433 Mds USD en 2018, est dominée par l'Emirat d'Abu Dhabi (un peu plus de 60 % du PIB total). Celui-ci assure plus de 90 % de la production d'hydrocarbures et gère l'essentiel de l'épargne accumulée dans les fonds souverains. Fin 2018, la population s'élève à 10,4 M d'habitants dont seulement 12 % de « nationaux ». Le PIB par habitant s'élève à 41 476 USD en 2018.

4^{ème} producteur
pétrolier de l'OPEP

4^{ème} producteur pétrolier de l'OPEP (3 millions de barils/jour en 2018), au 6^{ème} rang pour les réserves mondiales (98 Mds de barils), 14^{ème} producteur mondial de gaz (7^{ème} rang pour les réserves), les EAU sont parvenus à réduire la dépendance de l'économie aux hydrocarbures grâce au développement d'une plate-forme de services dès le début des années 1980, notamment à Dubaï (tourisme, activités portuaires et aéroportuaires). Les réexportations de biens représentant 35 % des exportations totales. La part des hydrocarbures dans le PIB est, depuis 2015, inférieure à 30 % du PIB.

DXB : 1^{er} aéroport
au monde pour le
trafic international
de passagers.

L'activité économique s'est nettement raffermie en 2018

La croissance du PIB s'est raffermie, à 2,9 % en 2018, après avoir touché un point bas à 0,8 % en 2017.

Ce redressement est largement lié à la reprise du PIB « hydrocarbures » qui a progressé de 2,9 % en 2018, après une contraction de 3 % en 2017. Ce secteur a

bénéficié du redressement des cours et de la décision OPEP+ de juin 2018 de relever les plafonds de production. Il devrait rester dynamique, alors qu'un programme d'investissements de 132 Mds USD visant à relever et à diversifier la production d'hydrocarbure (à Abu Dhabi) a été annoncé en novembre 2018.

La croissance du segment « hors hydrocarbures » de l'économie s'est légèrement accélérée, passant de 2,5 % en 2017 à 2,9 % en 2018, malgré la mise en place d'une TVA de 5 % en janvier 2018 et un tassement de la demande du secteur privé à Dubaï. Une reprise plus soutenue est prévue pour les années à venir (3,7 % en 2019 et 3,6 % en 2020). Les Emirats devraient, en effet, bénéficier d'une politique budgétaire dynamique (plans de relance budgétaire de 13,6 Mds USD sur 3 ans à Abu Dhabi, investissements publics liés à l'organisation de l'Expo 2020 à Dubaï). L'Expo 2020 pourrait accueillir des millions de visiteurs supplémentaires entre octobre 2020 et avril 2021). Par ailleurs, l'adoption de mesures améliorant l'environnement des affaires (possibilité pour les non-Emiriens de détenir 100 % du capital d'une société dans certains secteurs, assouplissement des modalités d'obtention de visas, réduction de frais et droits) pourrait stimuler les investisseurs étrangers.

Déficitaires depuis 2015, les comptes publics s'améliorent légèrement

Déficit budgétaire
de 1,6 % du PIB en
2018

TVA de 5 % depuis
le 1^{er} janvier 2018

Fragilisés par la chute des cours des hydrocarbures (qui représentent 68,2 % des recettes budgétaires en 2018), les comptes publics des Emirats arabes unis sont passés d'un excédent de 1,9 % en 2014 à un déficit de 2 % du PIB en 2016. Le déficit s'est ensuite réduit à 1,6 % du PIB en 2017 et en 2018. Les recettes budgétaires progressent rapidement (+ 19 % entre 2016 et 2018) en raison de la remontée des cours et des diverses taxes instituées depuis 2016 (aéroportuaires, municipales, hôtelières), auxquelles s'ajoutent la TVA ainsi que les droits d'accises élevés sur le tabac et les boissons énergétiques (100 %) et les boissons gazeuses (50 %), depuis octobre 2017. Sur le plan des dépenses, des mesures d'économies (réduction, notamment, des subventions sur l'eau, l'électricité et l'essence) avaient permis de contenir les dépenses publiques en 2016 et 2017. Une hausse des dépenses a été observée en 2018 et devrait se prolonger en 2019, destinée au financement des plans de relance économique mis en œuvre à Dubaï comme à Abu Dhabi.

Une position financière solide

Plus de 1 300 Mds
USD d'actifs gérés
par les fonds
souverains

Les Emirats arabes unis disposent de larges réserves financières : avoirs externes de la Banque centrale (94 Mds USD en novembre 2018), dépôts du gouvernement auprès des banques émiriennes (80 Mds USD en octobre 2018) et actifs sous gestion des fonds souverains (1300 Mds USD d'actifs sous gestion au total, dont 683 Mds USD pour ADIA et 230 Mds USD pour Investment Corporation of Dubai et Mubadala).

Les EAU conservent la confiance des marchés, la trajectoire de la dette publique devrait se stabiliser à un niveau proche de 20 % du PIB. La situation de l'Emirat de Dubaï est plus fragile que celle d'Abu Dhabi du fait du poids de sa dette contractée pour surmonter la crise 2008-2009, par des entreprises affiliées au gouvernement, notamment. La notation souveraine des EAU reste attractive (AA chez S&P et Fitch, Aa2 chez Moody's, avec perspective stable) et l'appétence des investisseurs ne se dément pas. Les émissions souveraines réalisées par les Emirats d'Abu Dhabi (10 Mds

USD le 3 octobre 2017) et de Sharjah (1 Md USD en mars 2018) ont ainsi été largement sursouscrites.

Les comptes extérieurs sont restés excédentaires malgré la baisse des prix des hydrocarbures

Les Emirats arabes unis, qui constituent un centre régional majeur de réexportation, sont le seul Etat du Golfe à avoir maintenu un excédent courant après la baisse des prix des hydrocarbures. L'excédent courant s'est, toutefois, réduit de 74 Mds USD en 2013 (19 % du PIB) à 30,5 Mds USD en 2018 (7,1 % du PIB). En 2018, malgré la reprise des cours des hydrocarbures, les comptes extérieurs ont été affectés par le rétablissement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran (qui représente 10 % des débouchés émiriens à l'exportation) et par les conséquences de l'embargo mis en place par le Quartet (EAU, Arabie saoudite, Egypte, Bahreïn) sur le Qatar.

Stabilité du secteur bancaire

Les banques commerciales émiriennes sont prudemment capitalisées. Elles ont accru leurs liquidités et devraient bénéficier, par ailleurs, de la hausse des taux d'intérêt résultant du relèvement du taux directeur de la Réserve fédérale américaine dans un contexte d'ancrage de la monnaie au dollar. Une légère détérioration de la qualité du portefeuille de crédit (taux de créances douteuses de 7 %) doit toutefois être soulignée. Un mouvement de consolidation du secteur bancaire est, en outre, engagé depuis 2017. Il se poursuit, début 2019, avec l'annonce en janvier de la fusion de trois banques de l'Emirat d'Abu Dhabi.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des Etats-Unis.



Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Publication du Service Economique d'Abu Dhabi

Ambassade de France aux Emirats arabes unis
Etihad Towers, Abu Dhabi
PO Box 4036

Rédigé par : Alban AUBERT, Anne-Sophie MAUGENDRE
Revu par : Philippe Chatignoux
Version du 06/02/2019